

Pouvoir d'emprunt—Loi

On a également imposé des taxes d'accise sur l'alcool, le tabac, l'essence, les friandises et la nourriture pour chien.

On a modifié le facteur d'indexation applicable aux pensions de vieillesse et aux allocations familiales qui ne seront indexées que lorsque l'inflation dépassera 3 p. 100. Je m'empresse d'ajouter, pour donner une vue d'ensemble équilibrée, que les prestations de supplément de revenu garanti seront pleinement indexées. Le facteur annuel d'indexation appliqué aux exemptions personnelles et aux tranches d'imposition ne reflétera que la hausse de l'indice des prix à la consommation qui dépasse 3 p. 100.

Ces mesures permettront de réduire de 4.4 milliards de dollars le déficit de cette année. Elles permettront également de contenir le déficit annuel et la dette publique nette à 20 milliards et 75 milliards de dollars respectivement, soit à un niveau inférieur à celui qu'ils auraient atteint autrement.

Tout cela représente un remède bien amer, mais il est désespérément nécessaire pour soigner notre économie très malade. Par son premier budget, le gouvernement s'est donc efforcé de remplir le mandat qui lui a été confié, à savoir créer le climat dans lequel tous les Canadiens pourront contribuer à remettre le pays sur pied pour qu'il marche et, espérons-le, qu'il fonce un jour dans la bonne direction. On reconnaît déjà à plusieurs signes que le remède agit.

• (1740)

L'automne dernier, l'opposition a tenté de ridiculiser l'exposé économique du ministre des Finances en disant que les Canadiens y perdraient des milliers d'emplois. Que répond le gouvernement à cela? Depuis le 4 septembre, la relance économique a engendré plus de 270,000 emplois. C'est-à-dire depuis que le gouvernement actuel exerce le pouvoir. Même si le taux de chômage est encore beaucoup trop élevé, il n'en a pourtant pas moins baissé de 11.6 à 10.5 p. 100. C'est du moins un bon début. Au cours de la même période, les taux d'intérêt n'ont cessé de diminuer progressivement, ce qui fait que les Canadiens hésitent moins à emprunter pour s'acheter une maison, se lancer en affaires, et le reste. L'année dernière, le taux d'inflation était tombé à 4.4 p. 100, soit son niveau le plus bas depuis 1971, et il est tombé encore plus bas ces derniers mois. Des chiffres récents indiquent que notre croissance économique est plus rapide que celle des Américains.

En terminant, monsieur le Président, j'aimerais dire que si la tendance actuelle persiste, peut-être les députés seront-ils appelés moins souvent à prendre la parole à la Chambre pour appuyer des projets de loi comme celui dont nous sommes saisis aujourd'hui. Quoi qu'il en soit, j'appuie sans réserve le projet de loi C-51 et j'exhorte la Chambre à l'adopter rapidement, de façon que le gouvernement dispose des ressources financières dont il a besoin pour fonctionner efficacement. Cependant, n'allons pas oublier que si le gouvernement en est réduit à présenter ce projet de loi, c'est à cause de la pénible situation dont il a hérité; or, ni le gouvernement ni les Canadiens ne peuvent se permettre de revivre une telle situation.

[Français]

Mme Bourgault: Monsieur le Président, il est bien évident que, en tant que députée de la circonscription d'Argenteuil, je

suis d'accord sur les propos de mon collègue. Vous savez, c'est assez spécial, on entend dire, tous les Canadiens, plusieurs personnes, c'est normal, quand on se promène dans la rue, dans nos circonscriptions, tout le monde est d'accord pour réduire le déficit, mais on dirait que personne ne veut payer. C'est comme la chanson de Petula Clark qui dit: «Tout le monde veut aller au ciel, mais personne ne veut mourir.»

Monsieur le Président, à entendre mon collègue, cela me rappelle un commettant de ma circonscription qui a écrit, le 5 février 1982, un article qui l'avait estomaqué, et il le vend \$1. Je trouve cela un peu spécial, cela se prête tellement bien à la discussion de mon collègue, que, à titre de commentaire, si on me le permet, je vais citer ce qu'il écrivait en 1982. Aujourd'hui, il doit être réellement désolé de voir que rien ne s'est fait et que, en 1985, on est encore pire.

Alors, il écrivait: «Au lendemain de la conférence interprovinciale des premiers ministres qui ont souligné que la dette fédérale était de 95 milliards de dollars, plus 70 milliards de dollars pour les provinces, avec un grand total de 165 milliards de dollars.» A 11 p. 100, cela lui permettait de figurer un intérêt de 18 milliards de dollars par année, ou 1.5 milliard de dollars par mois. Il disait que: «en admettant que la dette de 165 milliards de dollars a une échéance, chaque mois, sur une période de dix ans ou 120 mois, cela nous donnerait la tranche de 1.75 milliards de dollars,» ce qui voudrait dire, à son avis, que: «chaque mois, le Canada aurait au minimum 2.75 milliards de dollars de redevances.» Deux milliards sept cent millions de dollars par mois. Cela porte à réfléchir sérieusement. Il disait: «Où voulez-vous aller avec des échéances de telle envergure sinon à l'encan, à la bourse mondiale, à Wall Street, New York!»

C'est un commettant de ma circonscription qui écrivait cela, monsieur le Président, en 1982. Aujourd'hui, je présume qu'il écrirait la même chose, mais avec encore plus d'envergure. Il serait sûrement content et j'ai l'intention de lui téléphoner à la suite du dépôt du budget du ministre des Finances (M. Wilson). Il doit sûrement être content parce qu'il disait pour terminer: «une manipulation que nos bouffons d'Ottawa ont établie». J'aimerais rappler qu'en 1982, ce n'était pas le parti conservateur qui était au pouvoir.

Finalement, je voudrais tout simplement pour terminer mon commentaire, monsieur le Président, dire que notre gouvernement a l'obligation et la responsabilité de faire en sorte de remettre ce pays-là sur la voie de la prospérité, sinon les programmes sociaux dont nos amis libéraux se font les seuls défenseurs... J'espère que nos collègues d'en face ne s'imaginent pas que moi, dans ma circonscription, je ne défends pas mes personnes âgées. J'espère qu'ils ne pensent pas qu'ils sont les seuls de l'autre côté à faire cela dans leurs circonscriptions, parce que nous autres aussi, nous faisons cela chez nous. C'est justement pour leur répondre. Et, vendredi dernier, j'ai rencontré des personnes âgées de ma circonscription, des groupes qui étaient contents du budget du ministre des Finances. Oui, c'est drôle, on ne rencontre pas le même monde. On est sur la même planète, mais cela dépend comment on l'entend, cela dépend comment on parle aussi.

M. Rossi: Amenez-les ici!